

Septembre 2020

POURSUITE DE LA NÉGOCIATION

Alors que cette rentrée inédite amène bien d'autres préoccupations, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ) tiennent tout de même à faire le point sur l'état des négociations à la table sectorielle.

Rappelons que, dans les derniers mois, avec la pandémie, les enseignantes et enseignants n'avaient pas la tête à négocier. Malgré tout, le gouvernement a insisté pour que se poursuive la négociation dans l'objectif d'assurer une paix sociale à l'automne.



Rappel des événements

Dans l'*Info négo express* du 27 mai 2020, nous vous informions que le président du Conseil du trésor de l'époque, Christian Dubé, avait rendu publiques, le 26 mai dernier, ses offres aux travailleuses et travailleurs de l'État déposées le 22 mai. Dès lors, la FSE-CSQ et l'APEQ ont fait connaître leur grande déception aux négociateurs patronaux quant au contenu de cette proposition. Et elles n'en sont pas restées là. Parce que la FSE-CSQ et l'APEQ ont un grand souci d'associer leurs membres à la négociation, elles ont consulté les enseignantes et enseignants dans les premiers jours de juin selon les modalités déterminées par les syndicats locaux et les technologies en place, considérant le contexte de pandémie.

Plus de 11 500 membres de la FSE-CSQ ont participé à cet important exercice démocratique, ce qui représente une participation impressionnante dans les circonstances et démontre l'intérêt que portent les membres à la négociation.

Les résultats sont sans équivoque. C'est à **97%** que les offres patronales du 22 mai ont été rejetées. Au total, **98%** des enseignantes et enseignants ont réitéré leur désir d'obtenir des améliorations dans les quatre grands domaines suivants :

- la composition de la classe et les services aux élèves HDAA ;
- la lourdeur de la tâche ;
- la rémunération (dont une majoration de l'échelle de traitement pour TOUS les enseignants et enseignantes) ;
- la précarité et l'entrée dans la profession.

Fortes des résultats de cette vaste consultation, les équipes de négociation de la FSE-CSQ et de l'APEQ ont présenté à la partie patronale, le 9 juin, une **vraie** proposition d'entente de principe. Elle tenait compte de l'évolution du contexte économique, social et politique causée par la pandémie, mais surtout reflétait la volonté ferme et légitime du personnel enseignant d'obtenir une réelle et concrète amélioration de ses conditions d'exercice.

Cependant, au cours des trois semaines suivantes, la FSE-CSQ et l'APEQ ont malheureusement réalisé que la prétention de la partie patronale de vouloir en arriver à une entente avant l'été n'était que de la poudre aux yeux, et qu'elle n'a jamais vraiment eu l'intention de négocier réellement.

En effet, elle est demeurée ferme sur ses demandes du 22 mai, malgré qu'elles aient été rejetées par 97% des enseignantes et enseignants. De plus, elle n'a montré aucune ouverture significative sur les propositions syndicales.

Démarche de médiation

Devant cette attitude de la partie patronale et l'abîme qui séparait les offres patronales et les demandes syndicales, la FSE-CSQ et l'APEQ ont constaté que le processus de négociation stagnait, et qu'il était impossible d'en arriver à une entente satisfaisante avant l'été. C'est dans ce contexte qu'elles ont déposé, le 26 juin, une demande de médiation. Toutefois, l'équipe de négociation a du même souffle souligné à la partie patronale sa disponibilité à poursuivre la négociation, dans la mesure où cette dernière se montrerait ouverte aux demandes du personnel enseignant et à la réalité de celui-ci.

Malgré cette nouvelle invitation au gouvernement à faire un pas en direction des attentes légitimes des enseignantes et enseignants, aucune autre rencontre de négociation n'a eu lieu depuis le 29 juin. Par ailleurs, la médiatrice nommée dans le dossier n'a pu que constater, le 31 août, que les parties n'étaient pas parvenues à se rapprocher suffisamment pour envisager une entente. Son rapport sera publié dans les prochains jours.

Ce qui s'en vient

« Leur quotidien était déjà difficile avant la pandémie et le sera encore plus cette année, notamment dans un contexte où de nombreux élèves vulnérables ont été privés des suivis des équipes-écoles pendant le confinement et où la pandémie a accéléré le départ à la retraite de plusieurs enseignantes et enseignants, exacerbant ainsi la pénurie de personnel et la pression exercée sur celles et ceux qui restent », affirme Heidi Yetman, présidente de l'APEQ.

« Par ailleurs, les dernières offres patronales sont insultantes et ont mobilisé le personnel enseignant. Avec une réponse à 97% contre les propositions patronales, leur rejet est catégorique. La nomination de Sonia LeBel comme présidente du Conseil du trésor nous laisse espérer un changement de ton dans la négociation. Comme femme, sera-t-elle plus encline que ses prédécesseurs à corriger les discriminations dont est victime le personnel enseignant dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* ? », ajoute Luc Gravel, vice-président de la FSE-CSQ.

« Quoi qu'il en soit, j'espère que les enseignantes et enseignants se sont bien reposés pendant les vacances. Nous avons besoin qu'ils soient en forme cet automne pour nous faire voir du gouvernement, car, considérant le peu de sincérité avec lequel il s'y est engagé, force est de constater que la négociation est loin d'être terminée », conclut monsieur Gravel.

Après avoir interrompu ses actions de mobilisation en raison de la crise sanitaire, la FSE-CSQ a relancé ses activités dès la rentrée, notamment en invitant ses 65 000 membres à reprendre le port du t-shirt de négociation dès les premiers jours de classe. Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, d'autres moyens de pression et de visibilité sont prévus, tant dans les écoles qu'au niveau national, et ils évolueront en fonction de la conjoncture de la négociation. Une campagne publicitaire nationale à la radio a aussi été lancée par la FSE-CSQ pour faire savoir au gouvernement que, même en période de pandémie, les profs continueront de se battre pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'enseignement. Parce qu'en éducation, faut que ça change maintenant!